

Bulletin d'histoire politique

Les théories explicatives de l'apparition des nations et du nationalisme

Stéphane Paquin



Volume 8, numéro 1, automne 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060386ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060386ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Paquin, S. (1999). Les théories explicatives de l'apparition des nations et du nationalisme. *Bulletin d'histoire politique*, 8(1), 102–114.
<https://doi.org/10.7202/1060386ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Les théories explicatives de l'apparition des nations et du nationalisme



Stéphane Paquin
Candidat au doctorat
Institut politique de Paris

Comment les nations sont-elles apparues? Comment le nationalisme s'articule-t-il? Quel est le rôle de la culture dans l'étude du nationalisme? Pourquoi le nationalisme est-il une force politique légitime? Ces questions, aussi importantes soient-elles, ne font pas l'objet de beaucoup d'études théoriques au Québec, malgré le fait que les auteurs internationaux du nationalisme fassent souvent référence au cas du Québec pour démontrer leurs propos. Le retour du nationalisme, surtout depuis la fin de la guerre froide, a stimulé plusieurs sociologues, historiens et politologues. Le but de cet essai est d'exposer le plus simplement possible les «théories consacrées», celle des auteurs classiques, mais aussi des plus modernes, qu'il est indispensable de connaître lorsqu'on s'intéresse au nationalisme.

L'origine des nations

Le mot «nation», provient du latin *nascere* qui signifie naître. Les interprétations des origines des nations les plus admises sont celles des «modernistes» comme Ernest Gellner et Benedict Anderson. Pour eux, les identités nationales se construisent grâce à l'effet combiné des technologies de communications de masse, le *print-capitalism*, c'est-à-dire grâce aux progrès de l'imprimerie bon marché, qui permet la publication de livres, de revues et de journaux qui véhiculent graduellement une vision similaire du passé de la nation et des besoins d'homogénéisation créés par la révolution industrielle.

Vers la fin du XVIII^e siècle, la mort réelle ou symbolique des monarchies et le déclin de l'Église ont permis à l'élite de mobiliser la population en imaginant le mythe de la nation. En effet, le politologue Benedict Anderson, soutient que le nationalisme est d'abord une invention des intellectuels qui sont à la recherche du génie propre à chaque peuple ou à la recherche de la construction d'une continuité historique¹. L'idée de nation naît au sein de l'élite sous forme de discours. Les élites prénationales créent des nations, par la narration, qui sont en fait des «communautés imaginées»². Les nationalismes se distinguent entre eux «non pas par leur fausseté ou leur authenticité, mais par

le style dans lequel [ils] sont imaginés»³. Le nationalisme peut alors prendre plusieurs formes: il peut être libéral, conservateur, culturel, linguistique, religieux, protectionniste, intégrationniste, séparatiste, irrédentiste, libre-échangiste, fasciste, communiste, politique, ainsi de suite.

La nation ne signifie pas, pour les «modernistes», la découverte d'un ordre politique pré-établi, mais son invention par ceux qui propagent les idéaux nationalistes et qui arrivent à mobiliser, souvent par la force, une population en suscitant des espoirs, des émotions, favorisant ainsi des entreprises collectives. C'est donc le nationalisme qui engendre la nation⁴. Ernest Gellner avance que le nationalisme n'est pas le réveil d'une ancienne force latente mais plutôt le fait d'une nouvelle forme d'organisation. Le nationalisme est créé à partir d'éléments de cultures préexistants qui sont transformés dans le processus⁵. Les éléments de cultures utilisés par les élites nationalistes qui cherchent à créer une nation sont souvent sans fondement historique, ce sont des mythes⁶.

L'histoire de la nation et ses mythes sont ensuite diffusés, la plupart du temps, par l'État, seule institution qui dispose des moyens suffisants pour le faire. Cette diffusion par l'État implique la construction d'écoles et l'établissement de l'enseignement obligatoire dans une langue commune avec les mêmes représentations, souvent mythiques, du passé.

Le sentiment national ne se développe que très inégalement entre les divers segments d'une nation. Comme nous le fait remarquer Eric Hobsbawm, «les masses populaires — ouvriers, serviteurs, paysans — sont les dernières à être touchées [par la “conscience nationale”]»⁷. Les auteurs de tendance «moderniste» s'entendent pour dire que les premières traces du nationalisme en tant que discours et idéologie, apparaissent dans la dernière moitié du XVIII^e, en Amérique et en Europe pour ensuite se retrouver en Amérique latine. Avant, il est possible que certaines affinités aient existé chez l'élite mais l'extrême fragmentation des sociétés fait en sorte qu'il était impossible que les paysans et la plèbe urbaine intègrent les valeurs de l'élite. Les nombreux dialectes et l'isolement des paysans rendent impossibles la diffusion des idées nationalistes. Les événements les plus souvent cités sont, en 1776, la Déclaration d'indépendance américaine, en 1789, la Révolution française et en 1807, l'adresse de Fichte à la nation allemande.

La thèse inverse existe également. C'est la thèse «primordialiste». Pour eux, les nationalismes procèdent d'ethnies qui se sont manifestées dès le Moyen-Âge au sein de l'aristocratie et de l'élite des États pré-nationaux. L'apparition de la nation n'est que la redécouverte de ces liens primordiaux. Cette redécouverte est une réaction contre la modernité et le développement de l'État moderne. Le principal penseur de cette école de pensée, Anthony D. Smith, reconnaît cependant la difficulté qu'il y a à soutenir son

hypothèse⁸. De plus, il admet que le peuple ordinaire était peu touché par les idéaux nationaux.

John Plamenatz nous propose pour sa part une distinction entre le nationalisme occidental, où l'État apparaît avant le nationalisme et la nation, et le nationalisme oriental où les nationalismes se sont constitués avant l'apparition d'un État porteur. Le nationalisme occidental est le fait de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique alors que le nationalisme oriental est le fait essentiellement de l'Europe de l'Est, de l'Afrique et de l'Asie. Dans ces derniers endroits, les élites en devenir de ces sociétés dominées par les diverses formes d'hégémonies occidentales comprennent qu'elles ne pourront accéder au statut de dominant qu'en créant des États-nations où elles seront dominantes à leur tour cooptant ainsi les élites occidentales. Ces élites vont alors imiter les dispositifs occidentaux pour ensuite s'émanciper⁹.

Même si l'on peut retracer les origines du nationalisme, il est plus difficile de dire quand apparaît la nation. L'historien français Marc Bloch soutient que la conscience nationale des Français et des Allemands était parfaitement développée dès l'année 1100. Sydney Herbert voit dans la guerre de Cent ans (1337-1453) un conflit nationaliste¹⁰. Il n'en est rien. Eugene Weber, a écrit un livre fort convainquant, il y a une vingtaine d'années, qui soutient que la plupart des paysans de France ne croyaient pas faire partie de la nation française avant 1870 et même jusqu'à la Première Guerre mondiale¹¹. Cette thèse, qui fait aujourd'hui autorité, nous pose la difficile question du seuil critique pour parler d'une nation? Pour des générations de spécialistes, la France était le modèle de la nation précoce. Les découvertes de Weber viennent remettre en question plusieurs postulats de l'étude du nationalisme.

Il ne suffit cependant pas de considérer comme Benedict Anderson et Anthony D. Smith que le sentiment d'appartenance à un vaste ensemble politique solidaire a été provoqué que par la standardisation des langues nationales grâce à l'apparition de textes imprimés bon marché. Ce phénomène a sans aucun doute limité le fractionnement des sociétés entretenu par les patois locaux mais n'explique pas entièrement l'apparition de la nation et la force du nationalisme.

Le nationalisme est, à l'origine, une doctrine de souveraineté populaire et de liberté. Le nationalisme c'est de faire de sa dévotion pour sa nation une série de principes ou programmes politiques. Le peuple doit se libérer des contraintes extérieures au peuple, il doit contrôler ses ressources, il doit pouvoir être maître de sa destinée. La doctrine nationaliste favorise donc l'établissement de formes de fraternité entre les différents segments du peuple. Le peuple doit être uni et doit limiter les dissensions internes. Il doit se réunir

sur un territoire unique et partager une culture publique commune. La question est alors, quel territoire et quelle culture choisir?

Selon Alain Touraine, l'élite pré-nationale s'est donnée pour mission de transformer la communauté en tout homogène. Ceux qui ne voulaient pas intégrer les valeurs de cette nouvelle nation en composition seront élevés en ennemis ou en traîtres à la nation. Comme l'écrit Touraine: «L'idée de nation a toujours porté en elle le rêve d'une communauté homogène dont l'unité correspondait à celle de l'État national. Elle a donc toujours tendu à soumettre la pluralité des acteurs sociaux et en particulier des classes sociales à l'unité d'une nation-peuple, définie par une expérience et une volonté communes; en même temps qu'elle portait la volonté de la majorité de construire un ordre politique libérateur contre un État, national ou étranger, agissant comme défenseur de la minorité privilégiée¹²» On assiste donc par l'entremise des États à une ethnicisation croissante des pays. En somme, l'État doit coïncider avec la nation. On cherche à faire en sorte que les frontières ethniques de la nation coïncident avec les limites territoriales de l'État.

Le développement de la démocratie, les politiques de citoyenneté, les nombreuses guerres internationales, l'apparition des *mass media* vont contribuer à cimenter cette idée de nation en limitant la fragmentation nationale produite par les antagonismes de classes et par les résistances à l'assimilation au nom de l'affirmation d'identités rivales. Le succès des démocraties industrielles est, selon Anthony Giddens, d'avoir réussi à institutionnaliser les conflits entre classes de telle façon que la capacité régulatrice mise en œuvre ou sous la souveraineté de l'État (lois du travail, lois favorisant la construction de syndicats...) permette de limiter les déchirements nationaux¹³. Même la construction d'États providence dans la première moitié du XX^e siècle a servi à renforcer l'idée. Comme l'explique Patrick Hassenteufel, l'État providence apparaît comme: «un prolongement de l'État-nation en contribuant à la production de la cohésion sociale et à la diffusion du sentiment d'appartenance à la collectivité nationale façonnée par l'État¹⁴».

Le processus de construction politique des grandes nations explique partiellement l'apparition des petites nations autonomistes comme la Catalogne, l'Écosse et le Québec. En effet, les centres de pouvoir, de ce qui allait devenir les grandes nations (Espagne, Angleterre, Canada), dont le développement et la survie ont dépendu de leur capacité à dominer par la force réelle ou symbolique des concurrents périphériques sur le futur territoire national ont mis en œuvre des politiques stratégiques pour éradiquer (tentatives d'assimilation, violence, répression, interdiction de parler la langue locale...) les pôles de résistance comme le Québec dans l'ensemble canadien. La capacité d'organisation et de résistance de ces périphéries leur

ont permis de préserver ou de réinventer leur culture et de s'ériger en nation à leur tour¹⁵.

L'articulation du nationalisme

Le discours développé par les mouvements nationalistes est une construction sociale. En tant que tels, il est normal que les discours soient confus dans le temps et selon les circonstances. La définition de la nation peut varier et le nationalisme peut servir à accomplir plusieurs buts différents. Ce sont les choix stratégiques des acteurs collectifs de ces mouvements qui créent les revendications au nom de la communauté¹⁶. Le nationalisme peut être mis en œuvre pour soutenir un projet politique comme la construction d'un État providence ou pour défendre des spécificités comme la langue, la culture ou la religion.

L'expression politique du nationalisme est plus susceptible de changer en réponse à une transformation des conditions économiques, sociales ou constitutionnelles qui ont des implications sur la définition des objectifs collectifs. Lors de moments de turbulence économique, sociale ou constitutionnelle qui créent le désarroi dans le discours politique, l'espace pour l'innovation sociale de la part des acteurs sociaux s'agrandit. Ainsi, lors des différentes crises, tous les mouvements nationalistes ont à répondre à ces événements en repensant les intérêts de la nation¹⁷.

L'idée de nation est intimement liée au concept de culture qui peut être défini, dans la même perspective que celle de l'anthropologue Clifford Geertz, comme étant «un système de significations communément partagé par les membres d'une collectivité sociale qui en font usage dans leurs interactions»¹⁸. La culture est donc un élément d'intégration et d'exclusion. La culture donne un sentiment d'appartenance à une société et elle « procure à la collectivité les symboles de son identité »¹⁹.

Le nationalisme est une création culturelle. En effet, la culture, vue comme un système de sens, permet d'expliquer l'émergence de conceptions comme celle de nation. Même si un individu peut être membre de plusieurs cultures, l'articulation du nationalisme est différente d'une culture à l'autre²⁰. Le nationalisme d'un groupe culturel n'est pas toujours exportable car il ne s'adapte pas toujours aux autres cultures, «il n'est pas porteur de sens». Par exemple, le nationalisme canadien anglophone, fortement anti-américain, n'a que très peu d'échos au Québec. Des cultures peuvent sur certains points se fixer des objectifs communs, comme le projet d'Europe communautaire, mais le nationalisme est un produit culturel. Par exemple, le «nationalisme anglais» a du sens alors que le «nationalisme britannique» en a très peu pour les gens concernés. Mais lorsque l'Angleterre ou la Grande-Bretagne se sent menacée par le projet d'intégration européenne, le terme «nationalisme britannique» est possible, mais il n'est que l'addition

conjoncturelle des nationalismes en Grande-Bretagne (Écossais, Galois, ...). La place qu'occupe le nationalisme dans la société varie selon les périodes, car il est en constante mutation et transformation. Le nationalisme, l'identité et la culture ne sont pas des éléments statiques, ils sont dynamiques.

Il ne faut pas croire que la culture produit des sociétés uniformes qui ont tous les mêmes mythes et représentations du passé. Les cultures sont des lieux où sont en compétition plusieurs systèmes de normes et de valeurs. Un individu membre d'une ou de plusieurs cultures doit opérer des choix, il n'intègre pas passivement les valeurs et mythes de la société. En effet, chaque personne est dotée d'une personnalité, donc de vécu, qui la force à se socialiser de manière interactive avec les lieux ou agents de socialisation comme la famille, l'école, les amis, les partis politiques...²¹ En définissant la culture comme nous l'avons fait, nous admettons les désaccords sur les normes et les valeurs et supposons plusieurs identités politiques différentes (droite \ gauche, ruraux \ urbains...) au sein d'une même culture. En revanche, cette définition « implique une communauté de sens sans laquelle les acteurs sociaux ne pourraient comprendre leurs actes, donc interagir, échanger et nourrir tous les types de relations sociales »²².

Il reste maintenant à déterminer à quel point peut-on invoquer une culture propre à une nation. On parle bien de culture européenne comme de culture montréalaise, de culture d'entreprise et de culture familiale. En fait, c'est l'histoire qui crée la culture car elle crée une expérience commune, elle permet le développement de méthodes, de façons de faire; elle permet l'apparition de symboles nationaux, de héros, de traîtres, de mythes...

Les nationalismes, s'ils n'ont pas leur État-nation, ne sont pas tous obligatoirement des mouvements sécessionnistes même s'ils affirment tous avoir droit à l'autodétermination. Ces mouvements font de leur nation « le premier objet de leur loyauté et de leur allégeance politique »²³. De ce fait, la participation d'une nation à une entité politique multinationale ou supranationale est jugée en fonction des intérêts de cette dernière²⁴. Ainsi, une fois que la nation apparaît ou est imaginée, l'allégeance envers l'entité politique multinationale est conditionnée et subordonnée aux intérêts de la nation²⁵. Comme le soutient Will Kymlicka, ces nations peuvent mettre en veilleuse l'objectif d'autodétermination pour des intérêts économiques, militaires ou autres, mais l'idée d'indépendance devient le référent auquel sont comparées les autres options. La question « n'est pas de savoir pourquoi chercher un élargissement des pouvoirs, mais plutôt de savoir pourquoi accepter moins que l'indépendance »²⁶.

Contrairement à ce qu'affirment plusieurs auteurs, le nationalisme ne conduit pas nécessairement au conflit, à la guerre. Will Kymlicka soutient que le conflit nationaliste est souvent causé par des tentatives d'incorporer par la force les

minorités nationales²⁷. L'idée même de modernité ou de développement politique serait la cause de tensions nationalistes. En effet, selon Alain-G. Gagnon, «La notion de modernité a trop souvent servi à rationaliser les tentatives d'éradication des différences culturelles et d'imposition d'une identité globale, qui domine toutes les autres appartenances et gomme les différences, et d'un modèle uniforme de gouvernement pour tous les citoyens résidant sur un territoire donné»²⁸. Ces tentatives d'éradications, au nom de la modernité, sont donc souvent la cause des tensions nationalistes²⁹.

Qu'est-ce qu'une nation?

La nation s'est finalement imposée en Occident et on peut la définir par ses traits. La nation est perçue comme étant solidaire, limitée et souveraine. La nation est perçue comme étant une communauté solidaire car les membres d'une nation croient faire partie d'une communauté solidaire presque charnelle et ce, indépendamment des fractures entre les divers segments de la nation et des inégalités de ladite communauté. Être membre d'une nation, c'est considérer que l'appartenance à cette dernière prime sur toutes les autres formes d'appartenance (religieuse, ethnique, clanique...).

Aujourd'hui, l'élément subjectif qui est présent chez tous les nationalismes est ce sentiment de former une nation mue par un «vouloir vivre collectif» ou ce que Renan appelait un plébiscite de tous les jours³⁰. La nation «est une âme, un principe spirituel», disait-il encore³¹. Le nationalisme est donc avant tout une construction mentale. C'est pour cela que J. Berger avance que même si les mouvements nationalistes mettent toujours de l'avant des revendications économiques et territoriales, les revendications premières des nationalismes sont avant tout spirituelles. Les nationalistes insistent pour que leur identité collective soit reconnue³².

Liah Greenfeld avance que l'idée moderne de la nation sert à établir des nouveaux liens de solidarités politiques en affirmant l'existence d'une communauté d'intérêt dont tout le monde est membre. Chaque individu est donc inclus dans un ensemble politique qui le dépasse et qui lui donne une raison d'être fier de cet héritage commun. La réaction des nationalistes face aux agressions d'une autre nation est, en somme, une affaire de dignité. En développant l'idée de nation, la société se dote ainsi d'une identité collective qui limite les conflits internes et qui assure une base militante de défense face aux étrangers³³.

Un des éléments le plus important, mais non suffisant, qui favorise le développement de l'identité nationale est la langue³⁴. A ce sujet, Hölderlin disait: «Le langage — le plus dangereux de tous les biens — a été donné à l'homme afin qu'il puisse témoigner avoir hérité de ce qu'il est»³⁵.

Cependant, la religion, les liens de sangs assumés, la race³⁶, les traditions, etc., peuvent aussi servir de supports objectifs à la nation³⁷.

Les spécialistes du nationalisme font souvent une distinction entre deux types de nationalisme, l'ethnique et le civique. Le nationalisme ethnique suppose que l'appartenance communautaire répond à des critères pré-déterminés. Le mythe de l'ancêtre commun serait très fort dans ces communautés. L'appartenance ethnique est attribuée aux individus, ils ne peuvent la choisir. L'appartenance civique, quant à elle, serait le fait d'un choix de la part des individus. Le nationalisme civique se fonderait non pas sur l'ethnie mais sur des valeurs et des institutions communes.

Comme on s'en doute, ces concepts sont des abstractions, des idéaux types, qui servent de point de repère pour rendre intelligible la réalité plus complexe. Même si cette distinction était utile pour expliquer les différents processus d'apparition de la nation, le défaut de ces idéaux-types est qu'ils donnent l'impression que le nationalisme civique est bon et porteur de modernité alors que le nationalisme ethnique est dangereux. C'est pourtant le nationalisme «civique» américain qui a trop longtemps encouragé la ségrégation et le racisme...

Cette dichotomie, fautive et manichéenne, entre nationalismes ethnique et civique n'est aujourd'hui pas très opérationnelle, car les nations ne sont pas homogènes, elles sont fragmentées. L'espace national est, en effet, composé d'un très grand nombre d'acteurs qui ont développé tantôt un nationalisme dit «civique» et tantôt un nationalisme dit «ethnique». La France, le Canada anglophone et les États-Unis comportent des éléments de nationalisme ethnique, alors que le Québec, l'Irlande et la Bavière ont des éléments de nationalisme civique. Comme le dit Michael Keating: «le fait de considérer comme ethniques tous les nationalismes minoritaires ne fait que traduire, répétons-le, les préjugés favorables à l'ordre établi pour lequel tout mouvement minoritaire est ethnocentriste, subversif et fomenteur de divisions³⁸».

Ce qui distingue les nationalismes ce n'est pas leur trait ethnique ou civique mais la façon dont ils ont été imaginés et quel discours tiennent les acteurs collectifs qui mobilisent ces formes de mouvements sociaux. Tout cela est susceptible de changer très rapidement compte tenu de la diversité de la scène politique nationale.

La nation est également perçue comme étant limitée, c'est-à-dire entourée d'autres territoires car aucune nation ne considère que le monde est sa nation. Le sentiment national est un sentiment inclusif pour les membres de la nation, mais exclusif pour les autres. En bref, chaque nation s' imagine un territoire propre (*homeland*) qu'il a pour mission de défendre contre l'invasion de l'étranger. Cette invention du territoire tranche des pratiques du

Moyen-Âge car, à l'époque, les royaumes «tout comme l'imaginaire politique médiéval ignorait largement la dimension territoriale de la politique, plus exactement le concept de frontière qui a circonscrit plus tard la substance des États modernes et crée les enjeux des nationalismes d'après 1800»³⁹. Les frontières font leur apparition progressive à partir du XIV^e siècle pour ensuite être formalisées par le traité de Westphalie en 1648.

Les intellectuels perçoivent la nation comme étant souveraine. Le concept de souveraineté est un mythe politique et une construction juridique qui a une forte portée mobilisatrice. Créée par des juristes de l'époque médiévale pour légitimer les monarchies qui cherchaient à marginaliser la papauté et les divers empereurs, la souveraineté s'envisage souvent comme étant une compétence de dernière instance, ou un pouvoir suprême. On comprend tous les avantages que peut procurer cette idée pour ceux qui cherchent à en faire usage.

Le principe de souveraineté n'a pas toujours existé, son apparition sur la scène internationale et nationale n'est pas non plus le fruit du hasard. En effet, à l'époque de l'empire romain, la vocation universelle de cet empire rend impossible l'apparition de cette idée. Avec l'avènement progressif des frontières au XIV^e siècle, l'idée de pouvoir ultime commence à se territorialiser. En effet, la distance des frontières impose une «médiation politique entre les hommes, le territoire qui suppose une organisation et une dévolution de compétence, et le bornage qui marque le passage d'une souveraineté à l'autre»⁴⁰. Ce sont les rois qui en font les premiers un principe diplomatique dans leurs affrontements avec, à l'externe, le pape et les divers empereurs et, à l'interne, les barons, les chevaliers, les bourgeois et les seigneurs. Plus tard, des philosophes comme Jean Bodin⁴¹, Thomas Hobbes⁴², John Locke⁴³ et bien d'autres vont développer l'idée. Avec la Révolution française, le principe de souveraineté prend un sens précis: la souveraineté appartient à la nation. C'est l'apparition de l'idée de souveraineté populaire qui valide désormais le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

D'un côté le principe de la souveraineté populaire sert à justifier la construction d'États-nation et de l'autre le principe de non-ingérence chez une puissance souveraine permet aux États-territoriaux de réprimer chez eux les mouvements sécessionnistes⁴⁴. James Mayall soutenait en 1990, qu'il existait environ 8000 cultures dans le monde et seulement 159 pays indépendants⁴⁵. On comprend donc facilement le conservatisme des puissances souveraines et les difficultés qu'ont les petites nations autonomistes comme le Québec de convaincre de la justesse de leur projet. On craint les dominos sécessionnistes. Comme le souligne Bertrand Badie: «Le concert des nations donne aux États les plus forts le droit de décider de la souveraineté de l'autre, de

déterminer si celle-ci est conforme aux règles et aux principes qui constituent les normes internationales, si elle est dotée des capacités minimales qui la rendent recevable»⁴⁶.

Le principe de souveraineté et son corollaire du droit à l'autodétermination s'inscrivent dans l'action. Selon, John Breuilly, la logique des nationalismes est simple. La nation est considérée comme étant unique. Être gouvernée par des sociétés étrangères ne peut qu'affecter la nation alors en péril. En conséquence, chaque nation doit pouvoir avoir son propre gouvernement, son propre État-nation⁴⁷. Le droit à l'autodétermination, justifié par le principe de la souveraineté populaire, est donc un élément incontournable dans l'étude du nationalisme.

Le comment et le pourquoi de l'apparition d'un mouvement sécessionniste restent essentiellement déterminés par des conflits internes entre les nationalismes au sein d'un pays. La réussite d'une sécession par un mouvement nationaliste dépend cependant largement de la communauté internationale. Une sécession qui réussit est une sécession reconnue. La souveraineté est donc de nature intersubjective. Un pays ne peut être souverain s'il n'est pas reconnu par l'autre. Devenir souverain n'est que la capacité qu'a l'élite d'un nouveau pays à faire reconnaître par les autres pays que le nouveau gouvernement détient le pouvoir ultime sur son peuple⁴⁸.

Le nationalisme, une force politique légitime

Le nationalisme est certainement la force politique la plus mobilisatrice de l'histoire, plus encore que le libéralisme ou le communisme, car il concerne tous les membres de la nation et non seulement une partie. L'histoire de la nation est présentée aux nationaux comme un récit qui assure la continuité d'un sujet: la nation. En effet, selon Étienne Balibar, le développement de la nation apparaît comme l'aboutissement d'un long projet qui s'inscrit dans un trajet unique, celui de la manifestation de la personnalité nationale⁴⁹. Toujours selon ce philosophe, cette présentation de l'histoire soumise aux lecteurs sous forme continue serait à l'origine de deux illusions. La première est que des générations de personnes se succèdent pendant des siècles sur un territoire approximativement stable, sous la même désignation nationale ou presque en se transmettant la même «substance invariante»⁵⁰. La seconde est de croire que l'évolution «dont nous sélectionnons rétrospectivement les aspects»⁵¹ fait de nous ce que nous sommes aujourd'hui. Ainsi, ce que nous sommes aujourd'hui peut s'identifier avec ce que nous étions hier, ce qui est la source de la légitimité du sentiment national⁵². Cette présentation de l'histoire de la nation aura pour conséquence de faire du nationalisme la plus grande force politique de l'ère moderne. La nation est intime, elle fait partie de l'identité de chaque individu. Des millions de personnes se sont sacrifiées

pour leur nation. Anderson écrit: «dans la vie politique de notre temps, il n'est en vérité de valeur plus universellement légitime que la nation»⁵³.

Conclusion

Le principe de la nation s'est finalement imposé à partir du XIX^e siècle. Aujourd'hui, il nous est difficile de comprendre le monde sans nous référer à ces notions de nations, de territoires et de souverainetés. Cependant, ces dernières se transforment de façon inédite face aux nouvelles réalités imposées par la mondialisation, c'est-à-dire la globalisation de l'économie et des moyens de communication, les phénomènes de transnationalisation et les divers processus d'internationalisation. L'agrégation de ces composantes tend à soumettre le monde entier aux mêmes règles, normes et valeurs.

Alors que la logique économique et les phénomènes de transnationalisation poussent à la mondialisation de l'économie, à l'interdépendance et à l'internationalisation, celle des nations politiques va vers la fragmentation nationale. Les relations de pouvoir au sein des États-nations changent en faveur des acteurs sub-nationaux. L'identité nationale se dilue et le pouvoir national doit faire face à de plus en plus de dissension.

Le principe de territorialité est lui aussi fortement ébranlé. Les États éprouvent de plus en plus de difficultés à contrôler ce qui se passe sur leur territoire. Les petites nations autonomistes comme le Québec se multiplient et ne cherchent pas à renforcer l'intégrité nationale, mais plutôt la coopération trans-frontalière. Le Québec, et bien d'autres entités non-souveraines, développent des réseaux de diplomatie sub-nationales qui affaiblissent la cohérence de l'État-territorial. Finalement, la souveraineté des États est de plus en plus limitée par l'interdépendance croissante des économies et des hommes. Bref, la nation, les territoires et la souveraineté sont mis à mal. Beau programme pour le troisième millénaire!

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, (traduction), Paris, La découverte, 1996, p. 34-37.
2. Ces communautés sont imaginées car un membre d'une communauté ne connaîtra jamais l'ensemble des membres de cette dernière, mais il se fera mentalement une représentation de la communion nationale. Bref, pour Anderson, «(...) même les membres de la plus petite des nations ne connaîtront jamais la plupart de leur concitoyens: jamais ils ne les croiseront ni n'entendront parler d'eux, bien que dans l'esprit de chacun vive l'esprit de leur communion» (p.19).
3. Benedict Anderson, *op.cit.*, p. 20.
4. Ernest Gellner, *Nations and Nationalism*, Blackwell, Oxford, 1983, p.48-49.
5. *Ibid.*, p.49.
6. *Ibid.*, p.49.

7. Eric Hobsbawm, *Nations et nationalismes depuis 1780*, Éd. Gallimard, Paris, 1990, p. 23.
8. Anthony D. Smith, *The Ethnic Origin of Nations*, Oxford, Basic Blackwell, 1986 et du même auteur, *National Identity*, Londres, Penguin, 1991.
9. John Plamentz, «Two types of nationalism» in E. Kamemka, *Nationalism: the Nature and Evolution of an Idea*, Edward Arnold, 1973.
10. Walker Connor, «When is a Nation?», *Ethnic and Racial Studies*, 13/1, 1990, p. 92-100.
11. Eugene Weber, *Peasants into Frenchmen, The Modernisation of Rural France*, 1870-1914, Chatto & Windus, 1979.
12. Alain Touraine, «Le nationalisme contre la nation», in Pierre Birnbaum, *Sociologie du nationalisme*, PUF, Paris, 1996, p. 402.
13. Anthony Giddens, *The Nation State and Violence*, Cambridge Polity Press, 1985.
14. Patrick Hassenteufel, «Le Welfare State entre construction nationale et crispations nationalistes», in Pierre Birnbaum, *Sociologie du nationalisme*, PUF, Paris, 1996, p. 325.
15. Michael Hechter et Margaret Levi, «The Comparative Analysis of Ethnoregional Movements», in *Ethnic and Racial Studies*, 2/3, 1979, p. 262-274.
16. Jane Jenson, «Mapping, naming and remembering: globalization at the end of the twentieth century» in *Review of International Political Economy*, 2 (1), Winter 1995, p. 105.
17. *Ibid.*, p. 105.
18. Guy Hermet, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum et Philippe Braud, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Coursus, Éd. Armand Collin, Paris, 1996, p. 71-75.
19. Michael Keating, *Les défis du nationalisme moderne, Québec, Catalogne, Ecosse*, Les Presses de l'Université de Montréal et les Presses interuniversitaires européennes, Montréal, Bruxelles, p. 37.
20. Voir Bertrand Badie, *Culture et politique*, Economica, Paris, 1993 (3e édition) et C. Geertz, *The Interpretation of Cultures*, New-York, Basic Books, 1973.
21. Bertrand Badie, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques, op.cit.*, p. 261.
22. Guy Hermet, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum et Philippe Braud, *op.cit.*, p. 72.
23. Will Kymlicka, «Le fédéralisme multinational au Canada: un partenariat à repenser» tiré de Guy Laforest et Roger Gibbins (dir.), *Sortir de l'impasse, Les voies de la réconciliation*, IRPP, 1998, p. 15-16.
24. *Ibid.*, p. 16.
25. *Ibid.*, p. 16.
26. *Ibid.*, p. 16.
27. Will Kimlicka, «Misunderstanding Nationalism», in *Dissent*, hiver 1995, p. 132.
28. Alain G.-Gagnon, «Fédéralisme et identités nationales: le passage obligé de l'État-nation à l'État plurinational», in Panayotis et Jean Claude Masclat, *L'État-nation au tournant du siècle: les enseignements de l'expérience canadienne et européenne*, Chaire Jean-Monnet de l'Université de Montréal, 1997, p. 301.
29. Alain Finkelkraut, *L'Ingratitude, Conversation sur notre temps*, Gallimard, Paris, 1999, soutient le même argument dans le premier chapitre de son plus récent livre.
30. Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation?*, Éd. Agora, Paris, 1992 (version originale 1882), p. 54-55.
31. *Ibid.*, p. 54.

32. Voir Mikulas Teich et Roy Porter (dir.), *The National Question in Europe in Historical Context*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. XX.
33. Liah Greenfeld, *Nationalism. Five Roads to Modernity*, Cambridge, Mass., Harvard university Press, 1994.
34. Eric Hobsbawm, *op.cit.*, chapitre 3.
35. Alain Finkielkraut, *L'Ingratitude...*, *op.cit.* p.11.
36. L'auteur Neil Bissoondath nous parle du phénomène du «racisé». «Être “racisé”, c'est s'être fait une conception raciale de la vie, avoir appris à se voir soi-même et à voir son passé, son présent, et son futur, à travers la couleur de sa peau» (*Le Marché aux illusions. La méprise du multiculturalisme*, Boréal, Liber, (traduction) 1995, p. 113).
37. Clifford Geertz, «The Integrative Revolution: Primordial Sentiments and Civil Politics In the New States», in Clifford Geertz (ed.) *Old Societies and New States: The Quest for Modernity in Asia and Africa*, New-York, Free Press, 1963, p. 107-113.
38. Michael Keating, *op.cit.*, p. 23.
39. Guy Hermet, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Éd. Seuil, Paris, 1996, p. 40.
40. Bertrand Badie, *Un monde sans souveraineté, Les États entre ruse et responsabilité*, Fayard, Paris, 1999, p. 42.
41. Jean Bodin, *Les Six Livres de la République*, Paris, Fayard, 1986 (version originale 1576).
42. Thomas Hobbes, *Le Léviathan*, Paris, Sirey, 1971 (traduction, originale 1651).
43. John Locke, *Deuxième Traité du gouvernement civil*, Vrin, Paris, 1967 (traduction, originale 1690).
44. *Ibid.*, p. 65.
45. James Mayall, *Nationalism and the International Society*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, p. 62.
46. Bertrand Badie, *Un monde sans souveraineté...*, *op.cit.*, p. 117.
47. John Breuilly, *Nationalism and the State*, Manchester University Press, 1982, p. 343-44.
48. Bertrand Badie, *Un monde sans souveraineté*, *op.cit.*, chapitre premier.
49. Étienne Balibar, «La forme nation :histoire et idéologie», in É. Balibar et I. Wallerstein, *Race nation classe : Les identités ambiguës*, Paris, Découverte, 1990, p. 117.
50. *Ibid.*, p. 117.
51. *Ibid.*, p. 118.
52. *Ibid.*, p. 118.
53. Benedict Anderson, *op.cit.*, p. 16.